



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 26/06/2024

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RIVERGAZ (SAS)
1 Route de Vezins
Route départementale
49360 MAULÉVRIER

Références : 2024_05_31 Rapport Inspection SAS RIVERGAZ

Code AIOT : 0006310146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement RIVERGAZ (SAS) implanté 1 Route de Vezins - Route départementale - 49360 MAULÉVRIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle réalisé dans le cadre du signalement d'un déversement de digestat liquide sur un stockage déporté de la SAS RIVERGAZ

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RIVERGAZ (SAS)
- 1 Route de Vezins - Route départementale - 49360 MAULÉVRIER
- Code AIOT : 0006310146
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Installation de méthanisation

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.14	Demande d'action corrective	0 mois
2	Stockage et transport des digestats	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Sortie du statut de déchets des digestats	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	Programme de maintenance préventive	Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus sur votre installation ;
- Transmettre au service d'inspection, l'emplacement exact du regard de contrôle du dispositif de drainage de l'ouvrage, ainsi que la sortie du drain ;
- Mettre en place une clôture équipée d'un portail fermé à clef autour de l'ouvrage de stockage ;
- Transmettre au service d'inspection, les autocontrôles pour l'année 2023 permettant de justifier le respect du cahier des charges référencé CDC Dig ;
- Compléter la fiche de notification accident / incident et la transmettre au service d'inspection ;
- Mettre en place des procédures de sécurité sur le matériel agricole utilisé pour le pompage de digestat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 2.4.14
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement. Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à un signalement d'écoulements de digestats de méthanisation par l'Office Français de la Biodiversité le 28/05/2024, un premier contact téléphonique a été réalisé auprès de M. LOISEAU Laurent, Directeur général de la société SAS RIVERGAZ afin de l'informer de la situation sur l'ouvrage de stockage déporté situé sur la parcelle cadastrale n° 0432 section 0B de la commune d'YZERNAY et exploité par la société SAS RIVERGAZ. À l'issue de cet échange téléphonique, M. LOISEAU s'est engagé à mettre en place des actions correctives permettant de maîtriser la situation et à revenir vers nous par courriel avant la fin de journée, afin de nous fournir un rapport d'analyse de la situation. N'ayant pas eu de retour d'informations le lendemain du signalement de la part de la société SAS RIVERGAZ, il a été décidé de les recontacter le 29/05/2024. Après un nouvel échange avec M. LOISEAU, les écoulements de digestats de méthanisation sur la route RD 65 et dans les fossés avoisinants font suite à la rupture d'un raccord sur une pompe mobile ayant entraîné la fuite de digestat vers le milieu naturel. Il est à noter, que la rupture du raccord fait suite à un accident similaire survenu sur une exploitation agricole adhérente à l'unité de méthanisation, où l'exploitant aurait ressoudé le même raccord suite à la rupture de celui-ci. Un nettoyage complet du site a eu lieu entre le mardi 28/05 et le mercredi 29/05 en procédant à un curage des fossés avoisinants et au nettoyage de la zone parking. La fiche de notification d'accident / incident a été transmise le jour-même afin que l'exploitant la fournisse à l'inspection dans les meilleurs délais, un rapport d'analyse comprenant <i>a minima</i> les causes, les effets et conséquences sur l'environnement, ainsi que les mesures prises pour pallier les effets à court terme et les mesures envisagées pour éviter un accident similaire. Le document ayant été complété et retourné le jour-même, il a été décidé à la lecture de celui-ci, de se rendre sur place afin de clarifier certains points avec l'exploitant. Le jour du contrôle, un échange a eu lieu avec M. JOLLY Guillaume, exploitant à l'origine de la fuite de digestat. M. JOLLY est également exploitant de la SCEA L'AUBRIERE, exploitation adhérente de la société SAS RIVERGAZ, ainsi que Président de la CUMA DES CENTOURS située sur la commune d'YZERNAY. D'après ses dires, M. JOLLY s'est rendu compte rapidement une fois arrivé sur la future parcelle d'épandage, qu'un problème technique sur la pompe était en cours. En arrivant sur l'emplacement du stockage déporté, il a constaté un geyser de digestats liquides au niveau de la pompe et a tout de suite éteint son engin agricole afin de faire cesser immédiatement la fuite. Pendant ce laps de temps, il a été estimé à environ 5 m ³ , le volume de digestat relâché dans l'accident. Après coup, M. JOLLY a constaté sur la pompe, la rupture du raccord récemment ressoudé par l'exploitant du GAEC DU RUISSELET, qui avait informé la CUMA DES CENTOURS de cette intervention sur le raccord en question. Il a également été constaté un nettoyage complet de la zone incriminée. Néanmoins, il persiste des traces d'écoulements de digestats sur la route RD 65 et dans les fossés avoisinants. Suite au contrôle, un courriel indiquant les mesures d'urgence à réaliser a été envoyé à l'exploitant qui a justifié en date du 05/06/2024 le curage des fossés, mais pas le nettoyage de la RD 65. Je vous rappelle qu'en tant qu'installation classée relevant du régime de l'autorisation, vous êtes tenus en cas d'accidents ou d'incidents survenus sur votre installation, de les déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 mois

N° 2 : Stockage et transport des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des digestats de méthanisation
Prescription contrôlée : <p>Les dispositifs permanents d'entreposage des digestats sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit interdit par les dispositions réglementaires en vigueur, soit impossible pour des raisons climatiques ou de mise en œuvre de l'épandage. Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant adapte le flux de matières à traiter, en le réduisant, en fonction des capacités d'entreposage disponibles, ou augmente la quantité de digestats solides à exporter afin de privilégier l'épandage des digestats liquides.</p> <p>Le digestat solide est stocké :</p> <ul style="list-style-type: none">- sur une plate-forme couverte de 950 m² sur le site de méthanisation, pour un volume de 2 850 m³ de digestat solide ;- sur 17 fumières déportées situées chez des exploitants adhérents à SAS RIVERGAZ, pour un volume global de 11 310 m³ de digestat solide. <p>L'entreposage des digestats solides est réalisé distinctement de tout autre stockage, notamment des effluents de ces exploitations agricoles. Lorsqu'une fumière n'est pas dédiée au stockage des digestats, cette distinction est matérialisée par une séparation étanche de sorte que les jus éventuels provenant des autres stockages ne puissent se mélanger aux digestats.</p> <p>Le digestat liquide est stocké :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans deux fosses béton couvertes par une membrane PVC de 2 100 m³ et de 4 500 m³ situé sur le site de méthanisation ;- dans 4 fosses existantes mises à disposition par les agriculteurs adhérents au projet. La seule fosse de 1000 m³ non couverte (GAEC DU RUISSELET) sera utilisée en dernier recours quand l'ensemble des autres fosses seront pleines.- dans 5 fosses couvertes, de type cuves en béton couvertes. Ces stockages seront clôturés et équipés d'un portail fermé à clé. Ils seront équipés d'un drainage sous cuve avec regard de contrôle. <p>Au total, la capacité de stockage du digestat liquide sera de 17 200 m³, soit 8 mois.</p> <p>La SAS RIVERGAZ assurera une surveillance tous les 3 ans de tous ces ouvrages afin de vérifier la conformité de ces stockages au cours du temps.</p> <p>Le transport des digestats sera réalisé dans des remorques couvertes ou des camions-citernes.</p> <p>Le stockage des digestats en bout de champ est interdit, sauf dans le cadre de la stricte mise en œuvre de l'épandage.</p> <p>Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.</p>
Constats : <p>- Le jour du contrôle, M. GALLARD Antoine, responsable adjoint de l'unité de méthanisation SAS RIVERGAZ, a été dans l'impossibilité de nous indiquer l'emplacement exact du regard de contrôle du dispositif de drainage de l'ouvrage, ainsi que la sortie du drain.</p> <p>Suite au contrôle, un courriel indiquant les mesures d'urgence à réaliser a été envoyé à l'exploitant qui a justifié en date du 5/06/2024, l'emplacement de l'exutoire des eaux de drainage mais pas celui du regard de contrôle du dispositif de drainage de l'ouvrage.</p> <p>Je vous rappelle que conformément à l'article 42 de l'arrêté modifié du 10/11/2009, les stockages enterrés doivent être équipés d'un regard de contrôle facilement accessible. Le procès-verbal de réception des travaux de l'ouvrage doit être transmis au service d'inspection afin de vérifier la présence du dispositif.</p> <p>L'exploitant a également indiqué dans son courriel du 05/06/2024, que des analyses sur les eaux de drainage de l'ouvrage étaient en cours. Les résultats seront à transmettre au service d'inspection.</p> <p>- Il a également été constaté l'absence d'une clôture équipée d'un portail fermé à clef au pourtour de l'ouvrage de stockage déporté situé au lieu-dit L'Aubrière. Je vous rappelle que, conformément à l'arrêté préfectoral du 29/03/2019 qui encadre le fonctionnement de l'installation, les ouvrages de stockage déportés de digestats liquides exploités par la société SAS RIVERGAZ, doivent être clôturés et équipés d'un portail fermé à clé.</p> <p>- De plus, il a également été constaté la présence de digestats liquides, ainsi que des traces de coulures tout autour de l'ouvrage de stockage. D'après les dires de M. GALLARD Antoine, responsable adjoint</p>

de l'unité de méthanisation SAS RIVERGAZ, la présence de digestats liquides et les traces de coulures seraient dus à l'égouttage des mélangeurs en sortie de fosse.

Suite au contrôle, un courriel indiquant les mesures d'urgence à réaliser a été envoyé à l'exploitant qui a justifié en date du 5/06/2024, le retrait du digestat au pourtour de l'ouvrage et la mise en place d'un protocole de retrait du malaxeur à lisier dans les fosses. Le protocole doit être transmis au service d'inspection.

Je vous rappelle que, conformément à l'arrêté préfectoral du 29/03/2019 qui encadre le fonctionnement de l'installation, les dispositifs permanents d'entreposage des digestats doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Sortie du statut de déchets des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des digestats de méthanisation

Prescription contrôlée :

L'exploitant envisage la sortie du statut de déchets des digestats produits par la SAS RIVERGAZ en application du cahier des charges définis par l'arrêté ministériel du 13 juin 2017 approuvant un cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation agricole en tant que matières fertilisantes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il respecte le cahier des charges susmentionné et commercialise les digestats obtenus en tant que matières fertilisantes.

À compter de cette déclaration à l'inspection des installations classées, l'exploitant respecte les conditions définies par l'arrêté ministériel du 13 juin 2017 susvisé, notamment celles relatives les auto-contrôles, à la traçabilité des produits sur le marché et l'étiquetage de ces produits.

Avant de quitter l'installation de méthanisation, les produits doivent respecter les limites fixées par les tableaux 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 13 juin 2017, en termes de teneurs maximales en éléments traces minéraux et d'analyses microbiologiques.

Constats : Les résultats des autocontrôles réalisés pour l'année 2023 permettant de justifier le respect du cahier des charges référencé CDC Dig doivent être transmis au service d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2019, article 8.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) est élaboré avant la mise en service de l'installation.

Constats : Les enseignements tirés / améliorations de la sécurité mentionnés dans la fiche de notification d'accident / incident sont insuffisants. Les aspects techniques et organisationnels des améliorations réalisées ou envisagées suite à l'accident doivent être plus détaillés pour éviter un accident ou incident similaire.

De plus, l'épandage n'étant pas réalisé pas la société SAS RIVERGAZ, il conviendra de mettre en place avec les exploitants adhérents, la CUMA DES CENTOURS et les entreprises de travaux agricoles intervenants sur les ouvrages de stockage déportés, des procédures de sécurité pour vérifier l'entretien et l'étanchéité du matériel agricole utilisé avant le pompage des digestats liquides dans les ouvrages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois